

(<https://www.entreprises.cci-paris-idf.fr/web/creation/entrepreneur-leader-le-programme-regional-pour-accompagner-les-nouveaux-entrepreneurs>)

(<https://94.citoyens.com/2017/vif-debat-grandes-manoevres-autour-de-lapprentissage,09-11-2017.html>)

FORMATION | GRAND PARIS | 09/11/2017

RÉAGIR PAR
C.DUBOIS

Vif débat et grandes manoeuvres autour de l'apprentissage



PUBLICITÉ

(<https://94.citoyens.com/publicite>)

Qui doit piloter l'apprentissage et avec quels moyens ? Le débat fait rage alors que le gouvernement doit constituer des groupes de travail ce vendredi en vue de réformer le dispositif. Premières concernées : régions et chambres de commerce d'un côté, branches professionnelles de l'autre, ne sont pas sur la même longueur d'onde. Eclairage des points de vue en Ile-de-France et Val-de-Marne.

Ce mardi 7 novembre, c'est au sein du CFI d'Orly, un centre de formation industriel en alternance qui accueille 864 jeunes sur deux sites (Orly et Montigny-le-Bretonneux), que la Chambre de commerce et d'industrie du Val-de-Marne (CCI 94) tenait son assemblée générale. Un lieu, en pointe sur l'automobile et les métiers du froid, loin d'être choisi au hasard. La Paris Ile-de-France gère 13 700 des 81 000 apprentis de la région, soit 17% des effectifs, et entend bien défendre son expertise en la matière. « *La seule de nos 19 écoles à ne pas encore proposer d'apprentissage est HEC,*

A LIRE AUSSI

Comment la CCI du Val-de-Marne accompagne votre entreprise à l'export
(<https://94.citoyens.com/2018/comment-la-cci-du-val-de-marne-accompagne-votre-entreprise-a-llexport,13-11-2018.html>)

L'agro-alimentaire: un enjeu stratégique pour Grand Paris Sud Est Avenir
(<https://94.citoyens.com/2018/lagro-alimentaire-un-enjeu-strategique-pour-grand-paris-sud-est-avenir,29-10-2018.html>)

A Fontenay-sous-Bois, O'ptit marché bichonne sa communauté en ligne
(<https://94.citoyens.com/2018/a-fontenay-sous-bois-optit-marche-bichonne-sa>)

et elle compte s'y ouvrir dès 2018 si la région l'y autorise », annonce Yves Portelli, directeur général adjoint de CCI Paris IDF en charge de l'enseignement. Alors que l'objectif national est de passer de 412 000 à 500 000 apprentis, la CCI Ile-de-France s'est par ailleurs engagée auprès de la région à augmenter sa capacité d'accueil de 3000 nouveaux apprentis d'ici à 2021, tout en baissant le coût moyen d'un apprenti de 7%, de 10 100 € en 2015 à 9 400 € en 2021. « *Les résultats sont excellents, avec 90% de réussite aux examens et 86% d'insertion professionnelle 7 mois après la fin de la formation et 10% de taux de rupture des contrats contre 25% au niveau national* », enjoint le directeur adjoint, insistant également sur le bon taux d'entrepreneuriat des apprentis (15% des diplômés de Ferrandi, l'école de restauration, à l'horizon 5 ans par exemple). « *Tous nos CFA (Centre de formation des apprentis) ont un module entrepreneur* », pointe le DGA.

[communaute-en-ligne,22-10-2018.html](https://94.citoyens.com/2018/10/2018.html))

[A Ivry-sur-Seine, frère et soeur créent Jobday, le site pour trouver un job \(https://94.citoyens.com/2018/ivry-jobday-entrepreneur,01-10-2018.html\)](https://94.citoyens.com/2018/ivry-jobday-entrepreneur,01-10-2018.html)



(<https://94.citoyens.com/wp-content/blogs.dir/2/files/2017/11/yves-portelli-dga-cci-idf-2.jpg>)

Si la CCI 94 a choisi cette année de mettre l'accent sur l'apprentissage, c'est que l'heure est aux grandes manœuvres pour tout repenser au niveau national. Ce vendredi 10 novembre, quatre groupes de travail doivent être mis sur pied pour proposer des réformes en vue d'un passage devant le parlement début 2008. Et parmi les pistes de réflexion qui traînent sur les bureaux des ministres : un transfert du pilotage et du financement directement aux branches professionnelles alors qu'actuellement, 51% de la taxe d'apprentissage est versé aux régions, pilotes du dispositif, lesquelles reversent ensuite une partie de ce financement aux CCI qui gèrent des CFA. Pour rappel des chiffres, le coût total de l'apprentissage au niveau national est d'environ 8,2 milliards d'euros par an, financé par l'Etat à hauteur de deux milliards, ainsi que par les entreprises via la taxe d'apprentissage (0,68% de leur masse salariale) versée pour 51% aux régions qui ont charge de les flécher vers l'apprentissage, mais certaines régions ne le font pas toujours intégralement, pour 26% aux CFA, et pour 23% aux autres établissements qui proposent de l'apprentissage (grandes écoles, universités...). Une piste de réflexion qui, si elle était suivie, chamboulerait complètement l'organisation actuelle. Sur cette question, CCI et régions font front commun pour défendre l'organisation actuelle, à forte composante territoriale. Les régions de France organisaient du reste une conférence de presse ce mercredi 8 novembre afin de formuler 18 pistes d'amélioration du dispositif (https://94.citoyens.com/wp-content/blogs.dir/2/files/2017/11/ARF9560_18Propositions_HD.pdf) existant, sans remettre en question le rôle de pilote des régions.



(<https://94.citoyens.com/wp-content/blogs.dir/2/files/2017/11/ag-cci.jpg>)

« *Nous ne souhaitons pas uniquement être dans la défensive* », motive Vincent Jeanbrun, maire LR de L'Haÿ-les-Roses et délégué à l'emploi, la formation professionnelle et l'apprentissage au sein du Conseil régional d'Ile-de-France. « *Nous avons notamment fait des propositions pour reconquérir les collèges en matière d'orientation, en proposant par exemple aux élèves de troisième qui peinent à trouver des stages, de les accueillir dans des CFA afin de leur permettre de découvrir ces filières. Nous proposons également que les secteurs d'apprentissage figurent sur les fiches de souhait en fin de troisième. Deux régions l'ont d'ores et déjà mis en place, après des mois de dialogue avec l'Académie. Nous souhaitons aussi poursuivre les chantiers mis en place pour fluidifier communication* », cite le conseiller délégué. « *Les branches professionnelles ont toutes leur place mais elles ne peuvent pas être les seules pilotes* », insiste Vincent Jeanbrun. Pas question de « *tout céder au Medef* » entend-on dans les couloirs des régions. « *On ne cesse de nous comparer avec l'Allemagne mais les partenaires sociaux n'y ont pas le même poids ni le même fonctionnement et les régions y sont plus autonomes, avec des branches professionnelles structurées de manière territoriale* », poursuit l' élu qui doit participer à un dîner de travail avec la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, jeudi prochain, en tant que représentant de la région Ile-de-France sur ces sujets.

Président du Medef de l'Est parisien, qui regroupe les départements du Val-de-Marne et de la Seine-Saint-Denis, Jean-Jacques Doucet considère au contraire qu'il faut réformer et donner plus de poids aux branches professionnelles. « *Aujourd'hui, ce-sont les entreprises qui financent l'apprentissage mais elles ne sont pas consultées sur sa mise en oeuvre sur le terrain. Or, il est nécessaire de développer une meilleure collaboration entre les CFA et les entreprises. Dans l'Est francilien, nous sommes particulièrement touchés par le nombre d'offres d'emploi non pourvues. Les CFA ont certes besoin de faire le plein d'élèves mais cela ne correspond pas toujours aux besoins des entreprises. Les branches professionnelles, elles, connaissent parfaitement les besoins des entreprises, territoire par territoire. Nous souhaitons donc que les branches gagnent en influence pour mieux adapter l'offre des CFA à la demande des entrepreneurs, à la fois concernant le nombre d'élèves mais aussi les types de formation, en gagnant en réactivité pour ouvrir une section. Récemment, nous avons par exemple réussi à faire ouvrir une section de techniciens après-vente car nous sommes montés au créneau* », développe le patron du Medef 93-94, qui relève également d'autres problèmes, également pointés par la région. « *Il y a aussi des points de blocage du côté des entreprises car c'est bien beau de clamer haut et fort qu'il faut revaloriser l'apprentissage mais il faut regarder les situations de manière concrète et s'adapter aux conditions de travail de l'entrepreneur, pas toujours compatibles avec les normes d'un contrat d'apprentissage. Dans certains métiers, on travaille de nuit, ou il arrive que l'on monte sur une échelle. En outre, les petites entreprises n'ont pas des ressources administratives énormes et si l'on pouvait simplifier les allers-retour en tout genre, on gagnerait en efficacité!* »

« Si le nombre de recrutement d'apprentis a baissé ces dernières années, c'est parce que le gouvernement avait réduit les primes à l'embauche, mais aujourd'hui, l'apprentissage redémarre », tempère Gérard Delmas, président de la CCI 94. « Les chambres représentent déjà les branches professionnelles, et nous travaillons de plus en plus au rapprochement entre formation et accompagnement des entreprises. Il y a par exemple un collaborateur dédié à l'apprentissage, basé à la CCI 94, qui répond à toutes les entreprises. La CCI Ile-de-France a également ouvert cet été une bourse de l'apprentissage via un portail Internet, (<http://www.ba-idf.fr/>) afin de faire correspondre les demandes de contrat avec les entreprises, qui a déjà permis de placer 2200 jeunes », poursuit le patron de la chambre. « La CCI Paris Ile-de-France a engagé au printemps 2017 un programme sur trois ans pour lever les freins à l'apprentissage », détaille Yves Portelli, citant la multiplication des portes ouvertes, le travail d'accompagnement des entreprises, la bourse à l'apprentissage, l'accompagnement vers l'emploi... A l'instar des régions, les CCI ont aussi préparé leurs propositions pour prendre leur part aux réflexions en cours, insistant sur cinq axes : l'amélioration de l'image, la simplification pour les entreprises, l'accompagnement des jeunes, l'assouplissement de la carte des formations pour gagner en agilité et l'encouragement de parcours mixtes entre lycées et CFA. Au sein de la région par exemple, un partenariat pourrait être proposé entre l'école des Gobelins et le lycée Estienne, tous deux spécialisés dans les arts graphiques.

« Ne touchons pas un système qui fonctionne bien », met en garde Didier Kling, président de la CCI Paris-Ile-de-France, invité ce mardi au CFI d'Orly. « Tout transférer aux branches professionnelles risque de générer des déséquilibres avec des branches qui collecteront beaucoup avec peu de besoins et d'autres qui au contraire seront à la peine. Et que se passera-t-il pour les activités transverses et les nouveaux métiers? Je ne crois guère que le travail en silo réponde aux problèmes d'efficacité », estime le patron de la CCI francilienne, qui insiste en revanche sur la nécessité de revaloriser l'apprentissage, notamment auprès de l'Education nationale.



(<https://94.citoyens.com/wp-content/blogs.dir/2/files/2017/11/didier-kling.jpg>)

Présent également à l'AG de la CCI ce mercredi, le député LREM de la circonscription, Jean-François Mbaye, promet d'être attentif pour ne pas « déséquilibrer un système qui fonctionne bien ». « Pour moi, l'objectif est de lutter efficacement contre le chômage des jeunes de moins de 25 ans », insiste le parlementaire qui souhaite qu'outre la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, et les ministres de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, Jean-Michel Blanquer et Frédérique Vidal, copilotes de la réforme, participe également le secrétaire d'Etat au numérique, Mounir Mahjoubi, au vu de l'enjeu de cette dimension dans la formation et les métiers de demain.

A lire aussi :